



Fostering Partnerships

Global Conference on Assistance to Victims of
Anti-Personnel Mines and Other Explosive
Remnants of War, and Disability Rights

Amman, Jordan 10-12 September 2019



CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE L'UTILISATION, DE L'ENTREPOSAGE, DE LA PRODUCTION ET DU TRANSFERT DE MINES ANTIPERSONNEL ET EN FAVEUR DE LEUR DESTRUCTION

En 1997, la communauté internationale a réagi par une coopération multilatérale sans précédent et a appelé à une action globale visant à débarrasser le monde des mines antipersonnel. Depuis, les 164 états ont accepté de,

"mettre un terme aux souffrances et aux blessures causés par les mines anti personnel, qui tuent ou estropient des centaines d'individus chaque semaine, pour la plupart, des citoyens innocents et sans défense - et tout particulièrement des enfants-, freinent le développement et la reconstruction économique, empêchent le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays, avec des conséquences dramatiques des années plus tard.

Article 6.3 relatif aux États,

« Chaque Etat partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance pour les soins aux victimes des mines, pour leur réadaptation, pour leur réintégration sociale et économique ainsi que pour des programmes de sensibilisation aux dangers des mines. Cette assistance peut être fournie, entre autres, par le biais des organismes des Nations Unies, d'organisations ou institutions internationales, régionales ou nationales, du Comité international de la Croix-Rouge, des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur Fédération internationale, d'organisations non gouvernementales ou sur une base bilatérale. »



Promouvoir les Partenariats s'efforce de fournir aux experts nationaux en droits des personnes en situation de handicap et en assistance aux victimes, aux décideurs et aux personnes souffrant de handicap - y compris aux survivants des mines - l'occasion d'explorer plus avant les défis et les bonnes pratiques permettant d'aligner les efforts visant à satisfaire les besoins et à garantir les droits des survivants de mines. Les efforts sont déployés dans le cadre de la Convention relative aux droits des personnes en situation de handicap (CDPH) et ceux entrepris pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

Promouvoir les Partenariats, présidé par Son Altesse Royale le Prince Mired ben Ra'ad de Jordanie et accueilli par l'Union européenne du 10 au 12 septembre 2019 à Amman, en Jordanie, bénéficie du soutien technique de l'Unité d'appui à l'application de de la Convention (ISU).

Promouvoir les Partenariats est mis en œuvre dans le cadre de la décision (2017/1428) adoptée par le Conseil de l'Union européenne afin de soutenir les efforts des États parties visant à mettre en œuvre la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.



Salutations de Kampala, où les survivants des mines et autres personnes en situation de handicap se sont réunis pour une réunion des parties prenantes nationales avec les Ministères de l'Éducation, de la Santé et l'Égalité des sexes, du Travail et du Développement social, avec des organisations non gouvernementales, la Norvège et l'Union européenne, afin de lancer le processus visant à élaborer une nouvelle politique nationale en matière de handicap et un plan d'action national en faveur des personnes souffrant de handicap. Le Dialogue entre les Acteurs Nationaux a été sponsoré par l'Union Européenne.

TABLE DES MATIÈRES

1	LE PROGRAMME EN UN COUP D'ŒIL	3
2	PROGRAMME ANNOTÉ	4
3	DÉBATS RÉGIONAUX	9, 30
4	VISITES SUR LE TERRAIN	22
5	DATES À RETENIR	36

#FosteringPartnerships #DroitsDesPersonnesEnSituationDeHandicap
#DroitsDesSurvivantsAuxMines

MARDI 10 SEPTEMBRE	MERCREDI 11 SEPTEMBRE	JEUDI 12 SEPTEMBRE
<p>08H00 – 09H00 Inscription Salle : RIWAQ</p> <p>09H00 – 10H00 • Ouverture officielle de la Rencontre Salle : RIWAQ</p> <p>10H00 – 10H15 • Vue d'ensemble du programme Salle : RIWAQ</p> <p>10H45 – 12H30 • Session plénière Numéro 1 D'où venons-nous ? Que faisons-nous ? État d'avancement de l'assistance aux victimes Salle : RIWAQ</p>	<p>08H30 • Voix pour l'intégration Salle : RIWAQ</p> <p>08H45 – 10H30 • Session plénière Numéro 2 Façonner les politiques et les programmes grâce à la collecte de données Salle : RIWAQ</p> <p>11H00 – 12H30 SESSIONS PARALLÈLES • Session parallèle Numéro 3 N'oublier personne : Améliorer l'intégration économique et sociale Salle : BADIYA • Session parallèle Numéro 4 Réduire le nombre de décès et d'accidents ; améliorer les réponses d'urgence et la protection Salle : RIWAQ</p>	<p>08H30 • Voix pour l'intégration Salle : RIWAQ</p> <p>08H45 • Rapport relatif à la session plénière des séances parallèles de la veille</p> <p>09H30 – 11H00 • Session plénière Numéro 3 Améliorer la réhabilitation dans les pays touchés par les mines Salle : RIWAQ</p> <p>11H00 – 12H30 SESSIONS PARALLÈLES • Session parallèle Numéro 5 Mesurer l'impact : est-il possible de mesurer l'assistance et les droits ? Salle : BADIYA • Session parallèle Numéro 6 Améliorer l'aide psychologique ; tirer avantage du soutien entre pairs Salle : RIWAQ</p>
<p>12H30 – 14H00 SESSIONS PARALLÈLES / DÉJEUNERS D'AFFAIRES</p> <p>Asie : Obstacles à la coopération régionale Salle : ATRIUM</p> <p>Amérique latine : Obstacles à la coopération régionale Salle : ATRIUM</p> <p>Europe : Obstacles à la coopération régionale Salle : ATRIUM</p> <p>Moyen-Orient et Afrique du Nord : Obstacles à la coopération régionale Salle : BOURJ AL HAMAM</p> <p>Afrique sub-saharienne : Obstacles à la coopération régionale Salle : BOURJ AL HAMAM</p>	<p>12H30 – 14H00 (Déjeuner, pas de sessions)</p> <p>14H00 – 17H30 VISITES PARALLÈLES SUR LE TERRAIN (Sur inscription uniquement)</p> <p>Comité Handisport National Jordanien Emplacement : Sport City Area Al Riyadh St.</p> <p>Commission hachémite pour les soldats en situation de handicap Emplacement : Al Madeneh Al Tebieh</p> <p>Centre de soutien et de réadaptation Sir Bobby Charlton / Centre de thérapie Asie / Formation pour le développement en Asie « ADT » Emplacement : Wasfi Al Tal St. Al Gardenz St., Building 85; 2nd floor</p>	<p>12H30 – 14H00 SESSIONS PARALLÈLES / DÉJEUNERS D'AFFAIRES</p> <p>Asie : Opportunités de coopération régionale Salle : ATRIUM</p> <p>Amérique latine : Opportunités de coopération régionale Salle : ATRIUM</p> <p>Europe : Opportunités de coopération régionale Salle : ATRIUM</p> <p>Moyen-Orient et Afrique du Nord : Opportunités de coopération régionale Salle : BOURJ AL HAMAM</p> <p>Afrique sub-saharienne : Opportunités de coopération régionale Salle : BOURJ AL HAMAM</p>
<p>14H15 – 16H00 SESSIONS PARALLÈLES Session parallèle Numéro 1 : Faire progresser l'intégration de l'assistance aux victimes dans les politiques et programmes nationaux généralisés Salle : BADIYA</p> <p>Session parallèle Numéro 2 : Placer l'intégration, le genre et la diversité au centre des efforts Salle : RIWAQ</p> <p>16H00 – 17H15 Rapport relatif aux sessions parallèles Salle RIWAQ</p>	<p>19H00 Réception du Président de la Convention Hôte : H.E. Ambassadeur Tone Allers</p>	<p>14H30 – 15H15 Rapport relatif aux sessions plénières des sessions parallèles préalables Salle : RIWAQ</p> <p>15H15 – 16H45 Session plénière Numéro 4 Coopération et assistance ; encouragement des partenariats ! Salle : RIWAQ</p> <p>16H45 – 17H30 La préparation de la Conférence Oslo et ses suites. Et ensuite ? Salle : RIWAQ</p>
<p>18H00 Cocktail d'ouverture et dîner Hôte : Union Européenne Royaume hachémite de Jordanie</p>		

Emplacement : Bourj Al Hamam Terrace
Hôtel InterContinental

Ambassade Royale de Norvège

Emplacement : No. 21 Abdul Majeed al-Adwan
St, Abdoun

09H00 – 10H00

1 Ouverture officielle de la Rencontre ; Comprendre les droits des victimes des mines antipersonnel et autres résidus explosifs de guerre

SAR le Prince Mired ben Ra'ad de Jordanie

Président du Conseil, Comité National Jordanien pour le déminage et la réhabilitation
Son Altesse Royale le Prince Mired ben Ra'ad de Jordanie

Son Altesse Royale est impliquée dans les travaux de la Convention depuis plus de quinze ans. SAR a présidé la huitième assemblée des États parties (8PSP) qui s'est tenue au bord de la mer Morte en 2007 et intervient comme Envoyé Spécial depuis 2009. Le Prince Mired est également profondément impliqué dans les questions relatives aux droits des personnes handicapées. Le Prince est Président du Conseil d'Administration du Comité National Jordanien pour le déminage et la réhabilitation ; Président de la Commission hachémite en faveur des soldats blessés ; et Président du Conseil Supérieur des Droits des



Personnes Handicapées.



H.R de la Délégation de l'Union Européenne (Haute Représentante) Maria Hadjitheodosiou
Ambassadeur, Haute Responsable de la Délégation de l'Union Européenne auprès du Royaume hachémite de Jordanie

Maria Hadjitheodosiou est la nouvelle ambassadrice à Amman. Diplomate de carrière, Maria a travaillé avec le Ministère des Affaires étrangères et le bureau présidentiel de Chypre après avoir occupé le poste d'ambassadrice/représentante permanente adjointe de Chypre auprès de l'Union Européenne.

H.R de la Délégation de l'Union Européenne (Haute Représentante) Hans Brattskar

Ambassadeur de Norvège auprès de l'Office des Nations Unies de Genève
Président de la Convention et de la Conférence d'Oslo

Avant d'être nommé à Genève, Hans Brattskar était ambassadeur et conseiller spécial pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix auprès du Ministère des Affaires étrangères. Il a également exercé les fonctions de secrétaire d'État (sous-ministre) et d'ambassadeur au Sri Lanka. En outre, il a servi à Washington, au Kenya, en Somalie et en Malaisie.



Maria Soledad Cisternas Reyes

Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour l'accessibilité et les personnes souffrant de handicap

Avant d'occuper son poste actuel, Maria Soledad Cisternas Reyes était présidente du Comité pour les droits des personnes en situation de handicap (CDPH). Elle est également récipiendaire du Prix national des Droits de l'Homme (2014-2015). Elle est titulaire d'un diplôme en droit (avec mention très bien) et d'une Maîtrise en sciences politiques décernés par l'Université Catholique du Chili. Elle a reçu le titre d'avocate de la Cour Suprême.



Tun Channareth

Campagne cambodgienne pour interdire les mines

Tun Channareth, défenseur depuis de nombreuses années des droits des survivants de mines et autres individus en situation de handicap est l'un des pionniers du mouvement de lutte contre les mines antipersonnel. En 1997, Tun Channareth a représenté les survivants de mines à la Cérémonie du prix Nobel de la paix à Oslo et a depuis été ambassadeur de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel. Tun Channareth dirige des projets sur la réhabilitation et l'intégration socio-économique à la Campagne cambodgienne pour interdire les mines / Services jésuites pour les réfugiés à Siem Reap, au Cambodge.

Danlami Umaru Basharu

Président du Comité pour les Droits des Personnes en Situation de Handicap (via vidéo)

Depuis 2018, Danlami Umaru Basharu est Président du Comité pour les Droits des Personnes en Situation de Handicap, et a aidé les États parties à mettre en œuvre l'instrument fondé sur les droits, auprès du CRPD. Il est directeur de l'association anglo-nigériane de protection sociale pour les personnes aveugles depuis plus de deux décades et est titulaire d'un LL.M. et d'un Master (reçu avec les Honneurs), décernés par l'Université de Cambridge.



En mémoire de : Aya Aghabi, Fondatrice, Accessible Jordan



Cette organisation jordanienne fournit des informations sur l'ensemble des lieux accessibles à Amman et sur les destinations touristiques en Jordanie. Elle collabore également avec des entreprises, organisations et particuliers pour améliorer l'accessibilité de leurs espaces de travail et de vie.

Aya Aghabi, la fondatrice de cet établissement, est rentrée chez elle en Jordanie après des études à l'Université de Californie à Berkeley, aux États-Unis, dans le but de susciter le changement afin que toutes les personnes en situation de handicap puissent profiter de ce que la Jordanie a à offrir.

Aya Aghabi est décédée subitement le 19 août 2019. Elle devait rejoindre le groupe de panélistes. Nous saluons et rendons hommage à tout ce qu'elle nous a laissé.

10H05 – 10H15

2 Vue d'ensemble du programme

Que pouvons-nous attendre de ces trois jours de travail ; comment les choses se dérouleront-elles ? Rencontrez les animateurs de la conférence, qui mettront choses en perspective et présenteront au public de nouvelles technologies offrant un espace de parole pour un retour immédiat, appelé "Sli.do". Familiarisez-vous. Ouvrez le navigateur de votre téléphone portable et entrez sli.do, puis entrez le code #8260 et donnez votre avis. Aucune application à télécharger.

Brig. Gén. (Ret) Mohammad Breikat

Directeur national, Comité National Jordanien pour le déminage et la réhabilitation (NCDR)

Mohammad Breikat est le directeur national du CNDR depuis mai 2005. Il a été pilote



d'hélicoptère au sein de l'armée de l'air royale jordanienne pendant 29 ans. Il a pris sa retraite sous le grade de brigadier général.



Juan Carlos Ruan

Directeur, Unité d'appui à l'application de la Convention (ISU), Convention pour l'interdiction des mines anti-personnel

En qualité de directeur du secrétariat technique de la Convention, Juan Carlos Ruan prodigue des conseils stratégiques et organise des réunions d'information ainsi que des sessions de communications, ainsi que d'autres services aux États parties. Juan Carlos Ruan est également responsable du développement technique des réunions de la Convention (officielles et non officielle) et de la logistique des réunions, lorsque celles-ci se tiennent à l'étranger. Il est également chargé d'encadrer le travail du personnel de l'ISU au cours de ces conférences.



MARDI 10 SEPTEMBRE

10H45 – 12H30

3 Session plénière Numéro 1

D'où venons-nous ? Que faisons-nous ? État d'avancement de l'assistance aux victimes

En 2019, la Convention relative à l'interdiction des mines antipersonnel commémore le vingtième anniversaire de son entrée en vigueur. La Convention a été un instrument déterminant dans la reconnaissance des besoins des victimes. La session fera le bilan des efforts déployés au cours des deux dernières décennies, afin de traduire les dispositions prises en matière d'assistance aux victimes (en particulier l'article 6.3). Elle cherchera également à identifier les principaux défis à relever pour mieux prendre en compte les droits et les besoins des survivants de mines et autres individus en situation de handicap.

Pour ce faire, le panel examinera les questions suivantes :

1. *Dans quelle mesure avons-nous tenu la promesse faite lors de la Convention relative aux survivants des mines ?*
2. *Où en est l'assistance aux victimes et quelle est sa pertinence dans le monde d'aujourd'hui ?*
3. *De quelle façon le droit international des droits de l'homme a-t-il modifié le paysage dans lequel nous respectons nos engagements en matière d'assistance aux victimes ?*
4. *Quels sont les principaux défis à relever pour mener à bien les efforts d'assistance aux victimes ?*
5. *Que peut-on mettre en place au cours des cinq prochaines années, suite à la Conférence d'Oslo ?*

Modérateur :

Dr Ken Rutherford, Directeur, CISR (Centre for Internation Stabilization and Recovery); Professeur de sciences politiques à l'Université James Madison

Ken Rutherford se bat pour l'interdiction des mines antipersonnel et est l'un des chefs de file de la coalition récompensée par le prix Nobel de la paix, ayant donné naissance à la convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et à la Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions.



Programme

Ken Rutherford est un célèbre défenseur de l'interdiction mondiale des mines antipersonnel et un chef de file renommé de la coalition lauréate du prix Nobel de la paix ayant mené la Convention relative à l'interdiction des mines antipersonnel ainsi que la Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions.

Panélistes :



SAR le Prince Mired ben Ra'ad de Jordaniein s'est fortement impliqué dans les travaux de la Convention, depuis plus de dix ans, en prenant la tête des travaux exécutés par les États parties en 2007, et en intervenant en tant qu'Envoyé Spécial depuis 2009. Le Prince Mired est également profondément impliqué dans les questions touchant aux droits des personnes handicapées. Il est président du Comité National Jordanien pour le déminage et la réhabilitation ; Président de la Commission hachémite en faveur des soldats blessés ; et Président du Conseil Supérieur des Droits des Personnes Handicapées.

Murielle Marchand est en charge des affaires de désarmement à la Représentation permanente de la Belgique auprès des Nations Unies à Genève. Elle est également membre de la Commission de l'assistance aux victimes de la Convention, qui préside le Comité en 2018. Mme Marchand possède une formation en droit international des droits de la personne et en aide humanitaire internationale.



Martha Hurtado est la Commissaire Adjoint de *Descontamina*, le Programme colombien de déminage. À ce titre, elle a travaillé à améliorer l'opérabilité de Descontamina à partir d'une approche fondée sur les droits. Elle défend ardemment le droit international humanitaire, notamment en tant que conseillère auprès du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, depuis près de dix ans. Martha Hurtado est candidate au doctorat et possède une formation en droit public et relations internationales.

Sœur Denise Coghlan est, depuis 30 ans, l'une des principales forces du mouvement de lutte contre les mines antipersonnel. Elle a d'abord travaillé dans les camps de réfugiés thao-cambodgiens dans les années 1990, où elle a commencé son plaidoyer en faveur d'une interdiction des mines. Sœur Denise dirige le Service jésuite des réfugiés du Cambodge et est également membre du conseil de gouvernance de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel et de la Coalition contre les armes à sous-munitions (ICBL-CMC).



Jesús Martínez a fondé *Red de Sobrevivientes y Personas con Discapacidad* (Réseau des survivants et personnes en situation de handicap), après avoir survécu à l'explosion d'une mine à 17 ans. Sa fondation aide les victimes de violence armée et les personnes souffrant de handicap à se réinsérer dans la société en mettant à leur portée des compétences et une formation adaptée, ainsi qu'en leur apportant un soutien physique et psychologique. Sa passion l'a amené à s'exprimer devant le Congrès des États-Unis sur le besoin d'assistance aux victimes dans les sociétés sortant d'un conflit.



Salutations du dialogue national des parties prenantes sur l'assistance aux victimes, organisé à Bagdad (Irak), avec la participation des Ministères concernés, des Directions Régionales et de la Société Civile, dans le but de lancer le processus d'élaboration d'un nouveau plan d'action national en faveur des personnes handicapées et des victimes.



Le Centre d'Action contre les Mines du Zimbabwe (ZIMAC) a hébergé des Ministères clés impliqués dans l'assistance aux victimes de mines et dans le droit des personnes handicapées, tels que le Ministère de la fonction publique, le Ministère du travail et de la santé, le Ministère pour la défense de la condition féminine et le Ministère de la jeunesse et les sports. Encourager les partenariats entre ces différents Ministères et intégrer l'assistance aux victimes à des projets plus vastes, liés au travail, à la santé et au bien-être social, pour aider le Zimbabwe à s'acquitter efficacement de son obligation en matière d'assistance aux victimes.

MARDI 10 SEPTEMBRE
12H30 – 14H00

Asie : Obstacles à la coopération régionale

SALLE : ATRIUM
MODÉRATEUR : Velayuthn SIVAGNANASOTHY
Directeur, Centre d'Action contre les Mines,
Sri Lanka

Une invitation spéciale est adressée aux délégués d'États, aux organisations et aux particuliers souhaitant débattre des défis, des bonnes pratiques et désirant échanger des idées à propos des défis associés à la coopération régionale.

* Cette session se déroulera entièrement en anglais. Si vous voulez y assister et souhaitez bénéficier d'un interprétariat de l'anglais, veuillez contacter les organisateurs, afin de savoir si cette possibilité existe.

Europe : Obstacles à la coopération régionale

SALLE : ATRIUM
MODÉRATEUR : Sasa Obradovic, Directeur,
Centre d'Action contre les Mines, Bosnie-
Herzégovine

Une invitation spéciale est adressée aux délégués d'États, aux organisations et aux particuliers souhaitant débattre des défis, des bonnes pratiques et désirant échanger des idées à propos des défis associés à la coopération régionale.

* Cette session se déroulera en serbe, croate, bosniaque et anglais.

Afrique sub-saharienne : Obstacles à la coopération régionale

SALLE : BOURJ AL HAMAM
MODÉRATEUR : Sheila Mweemba
Directrice, Convention relative aux armes à
sous-munitions, Unité d'appui de l'application de la Convention
(ISU)

Une invitation spéciale est adressée aux délégués d'États, aux organisations et aux particuliers souhaitant débattre des défis, des bonnes pratiques et désirant échanger des idées à propos des défis associés à la coopération régionale.

* Cette session se déroulera en anglais et en français, avec un service d'interprétariat d'une langue à l'autre.

Amérique latine : Obstacles à la coopération régionale

SALLE : ATRIUM
MODÉRATEUR : Martha Hurtado
Directrice, Centre d'Action contre les Mines, Colombie

Une invitation spéciale est adressée aux délégués d'États, aux organisations et aux particuliers souhaitant débattre des défis, des bonnes pratiques et désirant échanger des idées à propos des défis associés à la coopération régionale.

* Cette session se déroulera exclusivement en espagnol. Si vous voulez y assister et souhaitez bénéficier d'un interprétariat de/vers l'espagnol, veuillez contacter les organisateurs, afin de savoir si cette possibilité existe.

Moyen-Orient et Afrique du Nord : Obstacles à la coopération régionale

SALLE : BOURJ AL HAMAM
MODÉRATEUR : Mohammad Breikat
Directeur, NCDR, Jordanie

Une invitation spéciale est adressée aux délégués d'États, aux organisations et aux particuliers souhaitant débattre des défis, des bonnes pratiques et désirant échanger des idées à propos des défis associés à la coopération régionale.

* Cette session se déroulera exclusivement en arabe, avec un service d'interprétariat de/vers l'anglais.



Salutations de Juba ! Ce groupe de survivants des mines et de personnes handicapées s'est réuni au Soudan du Sud en juillet 2019 pour lancer l'élaboration du premier Plan d'action national sur le handicap. Le dialogue national entre les parties prenantes a été parrainé par l'Union européenne.

14H15 – 16H00**4 Session parallèle Numéro 1****Faire progresser l'intégration de l'assistance aux victimes dans les politiques et programmes nationaux généralisés**

Les centres d'action antimines jouent un rôle important dans l'assistance aux victimes ; la plupart de ces centres cesseront toutefois d'exister après l'achèvement des programmes de déminage. Les États parties ont accepté d'intégrer l'assistance aux victimes au-delà de ces institutions et dans des politiques, plans et cadres juridiques nationaux plus généralisés relatifs aux droits des personnes en situation de handicap, à la santé, à l'éducation, à l'emploi, au développement et à la réduction de la pauvreté. Cela garantirait à long terme la garantie des droits des victimes de mines et la satisfaction de leurs besoins de manière durable.

Dans le but de sensibiliser à la nécessité de renforcer l'intégration de l'assistance aux victimes dans des secteurs et des domaines plus vastes, les panélistes seront invités à examiner les questions suivantes :

1. *Dans la pratique, que signifie le terme « intégration de l'assistance aux victimes aux politiques et programmes généralisés » ?*
2. *Quelles approches peuvent être appliquées afin de garantir que les droits et les besoins des survivants de mines et autres personnes en situation de handicap soient pris en compte de la manière la plus durable possible ?*
3. *On s'est interrogé sur la perte de vitesse de la mise en œuvre de l'assistance aux victimes, qui s'intègre de plus en plus à des cadres plus vastes. Cette préoccupation est-elle justifiée ? Si oui, que peut-on faire pour y remédier ?*

Modérateur :**Sheree Bailey, experte en droits des personnes en situation de handicap et en assistance aux victimes, Brisbane, Australie**

Sheree Bailey est une experte renommée, ayant travaillé pendant plus de 15 ans avec et pour les survivants de mines et autres personnes en situation de handicap, dont cinq ans en tant que spécialiste de l'assistance aux victimes, au sein du secrétariat technique de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (Unité d'appui à l'application de la Convention).

En tant que spécialiste de l'assistance aux victimes, Sheree a fourni aux autorités gouvernementales des États touchés des conseils stratégiques en vue de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de plans d'action visant à prendre en compte les droits et les besoins des victimes et autres personnes en situation de handicap. Sheree Bailey a été nommée membre de l'Ordre Australien « pour avoir servi l'aide humanitaire par le biais de la Campagne Internationale en faveur de l'Interdiction des Mines Antipersonnel et de programmes d'aide aux survivants ».

**Panélistes :**

Habib Khan Zazai est un vétéran de l'action contre les mines qui œuvre depuis 27 ans à la tête du Département d'assistance aux victimes du Centre de coordination de la lutte antimines en Afghanistan. À ce titre, il soutient le Ministère des affaires sociales en faveur des personnes en situation de handicap, en élaborant notamment une stratégie nationale en matière de handicap et d'aide aux victimes.





Zoran Ješić est expert associé au sein du Ministère de la Sécurité de Bosnie-Herzégovine. Il est responsable du développement des projets de réhabilitation des vétérans de guerre handicapés par le sport et travaille à l'amélioration de l'accès aux droits humains des survivants des mines. En plus de son travail officiel, il est membre actif de diverses associations et institutions en faveur de l'intégration et du sport dans le pays, coordonnateur de l'assistance aux victimes à l'Organisation des amputés UDAS, ainsi que fondateur, joueur et capitaine de longue date du Club de volleyball pour handicapés "Banja Luka".

Dr. Worawut Smuthkalin travaille à la Mission Permanente de Thaïlande auprès de l'ONU à Genève et est responsable, entre autres, des questions de désarmement. Il travaille pour le compte du Ministère des Affaires Étrangères de Thaïlande depuis 2006. Il est titulaire d'un Doctorat en études est-asiatiques, décerné par le Département de science politique de l'université de Stanford en Californie, aux États-Unis.



Elke Hottentot intervient dans le domaine du développement local et international et de l'action humanitaire depuis plus de 25 ans. Elle est spécialisée dans les domaines du handicap, de la réhabilitation de la communauté, du développement participatif et de la lutte antimines. Elke Hottentot travaille avec « Humanité et Inclusion » (HI) en tant que responsable politique sur la violence armée, spécialisée dans l'assistance aux victimes. Physiothérapeute de formation titulaire d'une maîtrise en études de réadaptation communautaire et d'invalidité et enseignante de yoga certifiée.

Dr Ekkehard Strauss est le conseiller principal pour les droits de l'homme auprès du bureau du coordonnateur résident et humanitaire de l'ONU en Jordanie. Pendant près de deux décennies, il a occupé différents postes au sein du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et en tant que Représentant du Haut-Commissaire aux droits de l'homme en Mauritanie. Il est titulaire d'un doctorat en droit international et droits de l'homme de l'Université de Potsdam, en Allemagne.



Oksana Leshchenko occupe actuellement le poste de spécialiste des politiques de développement et de lutte antimines au Bureau de lutte contre les crises du Programme de développement des Nations Unies (PNUD). À ce titre, elle travaille sur les conseils en matière de politiques et l'appui aux programmes, en associant l'action antimines au développement, la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), la consolidation de la paix et la réconciliation, ainsi que la gouvernance. Elle a joué un rôle crucial dans la préparation du Cadre stratégique pour le développement et la lutte antimines du PNUD (2016).

14H15 – 16H00**5 Session parallèle Numéro 2****Placer l'intégration, le genre et la diversité au centre des efforts**

Les États parties ont reconnu que, pour être efficaces, les efforts d'assistance aux victimes devaient être fondés sur un certain nombre de principes, à savoir l'intégration et la prise en compte du genre et de la diversité. Ces principes guident également le travail des acteurs des droits des personnes en situation de handicap travaillant sous le slogan « Rien à propos de nous sans nous ! ».

Afin de souligner la valeur de ces principes et approches dans les politiques et programmes nationaux, les experts sont invités à examiner les questions suivantes :

1. *Qu'est-ce qui empêche la participation pleine et significative des survivants des mines et personnes en situation de handicap à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques et programmes ?*
2. *Quels sont les risques en cas de non-intégration, de non-égalité des sexes et de non-diversité dans nos efforts ?*
3. *Comment mieux mesurer nos efforts, afin de faire progresser l'intégration, l'égalité des sexes et la diversité ?*
4. *Quels efforts devraient être déployés afin de garantir une meilleure intégration et réaliser des progrès mesurables ?*

Modérateur :

Abia Akram est la fondatrice du programme spécial d'échange de talents. Elle dirige l'association des femmes handicapées du Pacifique, et préside le Partenariat mondial de l'UNICEF pour les enfants handicapés.

Abia Akram est une militante de renommée mondiale, qui milite pour les droits des personnes en situation de handicap, notamment par ses travaux sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes souffrant de handicap. Mme Akram est titulaire d'une maîtrise en sexospécificité et développement international décerné par l'Université de Warwick, au Royaume-Uni.



Panélistes :



Mariam Abdoulaye est Directeur du Département des services d'assistance aux victimes du Haut-commissariat National au Tchad pour la lutte antimines. Une partie de son travail consiste à rechercher et à identifier les victimes, à sensibiliser les communautés concernées aux services disponibles et à faciliter l'accès des victimes et des survivants à ces services, ainsi qu'à mettre en place des projets générateurs de revenus. Mariam Abdoulaye est titulaire d'une Maîtrise en droit public et en sciences politiques.

Haute Représentante Hans Brattskar est l'actuel Président de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et représentant permanent de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève. Auparavant, il était ambassadeur et conseiller spécial pour les opérations de prévention des conflits et de consolidation de la paix au ministère des Affaires étrangères de la Norvège. Il a également exercé les fonctions de secrétaire d'État (sous-ministre) auprès du Ministère des Affaires étrangères et d'ambassadeur auprès des ambassades de Norvège à Washington, New York, Sri Lanka, au Kenya, en Somalie et en Malaisie.



Margaret Arach Orech est Directrice de l'Association « Ouganda Landmine Survivors », commissaire de la coalition « Interfaith Action for Peace in Africa » et membre du conseil d'administration auprès du Conseil national ougandais pour les personnes en situation de handicap. En tant qu'ambassadrice honoraire de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL), Margaret promeut les droits des survivants de mines antipersonnel et des personnes souffrant de handicap depuis plus de 10 ans. Elle a reçu le prix de Défenseurs des droits de l'homme 2018 de l'Union européenne pour ses efforts en faveur des personnes handicapées et des survivants de mines en Ouganda, ainsi que pour sa campagne en faveur du désarmement, de la paix et du handicap.

Marion Provencher est responsable de programme pour l'égalité des sexes et la lutte antimines du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG). Elle travaille sur l'assistance technique, la formation, la sensibilisation et la recherche sur le genre et la diversité. Elle a participé à des activités liées aux femmes et aux personnes LGBT. Elle est titulaire d'une maîtrise en anthropologie et en sociologie.



16H00 – 17H15

Rapport des sessions parallèles Numéro 1 et 2 en session plénières

Les modérateurs présentent, lors de la session plénière, de brefs rapports relatifs aux deux sessions parallèles, et répondent aux questions des participants :

- Sheree Bailey
- Abia Akram

18H00

Accueil, cocktail d'ouverture

Accueilli par l'Union Européenne et le Royaume hachémite de Jordanie

Emplacement : Bourj Al Hamam Terrace
Hôtel InterContinental



Les 29 et 30, des représentants gouvernementaux et de la société civile, y compris des victimes de mines et des personnes en situation de handicap, se sont réunis à Mogadiscio en Somalie lors du premier atelier national visant à lancer le processus de rédaction d'un plan d'action national d'assistance aux victimes / personnes souffrant d'un handicap. Cette rencontre était parrainée par l'UNMAS et le Japon et

08H30

1 Voix d'intégration : Rencontre avec Nijaz Memic

Nijaz Memic a perdu une jambe après être monté sur une mine antipersonnel, pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine, le pays dans lequel il vit. Il n'a cependant pas perdu sa détermination.

Après la guerre, Nijaz est devenu membre de la ligue de handi-volleyball, au sein de l'Association Sportive Handisport « SPID ». Toutefois, il a vite ressenti un besoin de vitesse. C'est alors qu'il s'est tourné vers le ski.

En 2009, Nijaz est devenu le premier athlète de Bosnie-Herzégovine à se qualifier pour les compétitions internationales paralympiques. Il a poursuivi sa carrière sportive en solo en devenant le premier et unique athlète de Bosnie-Herzégovine à concourir aux Jeux paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver.

Nijaz souhaite également sensibiliser les jeunes au risque associés aux mines. En près de vingt ans, Nijaz a tenu plus de 3000 conférences sur le risque de résidus explosifs de guerre aux écoliers de son pays et a fondé la seule école de ski accessible à tous de Bosnie-Herzégovine.

« L'intégration... ou la réintégration à la société a été un chemin compliqué », a déclaré Nijaz Memic. « J'ai compris le rôle extrêmement déterminant que peut jouer le sport. Il est presque indispensable. »

Son travail a été récompensé par un prix pour une contribution spéciale au développement du sport pour les personnes en situation de handicap (2016) et par un prix de l'UNICEF et de la Commission européenne pour sa contribution à l'intégration par le sport.

08H45 – 10H30

2 Session plénière Numéro 2**Façonner les politiques et les programmes par la collecte de données**

La collecte de données de qualité et adéquates est nécessaires pour garantir que les ressources sont utilisées de la manière la plus efficace possible. Cela comprend des informations relatives au nombre de victimes de mines et de personnes en situation de handicap, ainsi qu'à propos des défis auxquels elles sont confrontées et leurs besoins. Les centres d'action antimines, les systèmes de surveillance de la santé et des traumatismes, les prestataires de services et les recensements nationaux collectent des données sur les victimes qui étayent les politiques et programmes d'assistance aux victimes dans la plupart des États touchés par les mines. Dans certains États, les décideurs et les prestataires de services utilisent les données d'enquêtes nationales sur les handicaps pour répondre aux besoins des victimes.

Afin d'améliorer la collecte et la gestion des données dans les pays les moins avancés et les plus touchés par les mines, les experts sont invités à examiner les questions suivantes :

1. *Quelles sont les principales leçons apprises en termes de collecte de données sur l'assistance aux victimes/personnes en situation de handicap qui pourraient aider à améliorer les efforts réalisés à cet égard ?*
2. *Dans quelle mesure les besoins relatifs aux données peuvent-ils être satisfaits par la surveillance nationale de la santé et des traumatismes, le recensement national et autres mécanismes ?*
3. *Que peut-on mettre en place afin d'assurer une approche cohérente dans la collecte de données ?*
4. *Que peut-on faire pour créer une base de données nationale centralisée/unifiée regroupant des informations essentielles accessibles aux parties prenantes concernées ?*
5. *Quels sont les outils et le support disponibles les plus utiles lorsque les ressources sont rares ?*

Modérateur :**Loren Persi, Coordonnatrice de la recherche sur les victimes et l'assistance aux victimes, Observatoire des mines et des armes à sous-munitions**

Depuis 2004, Loren mène des recherches conjointement à l'Observatoire sur l'Assistance aux Victimes.

Auparavant, Loren Persi a travaillé comme consultante en recherche auprès de l'Académie de Genève sur l'enregistrement des victimes de conflits mondiaux, du Programme des Nations Unies pour le développement sur le contrôle régional des armes légères, de « Humanity and Inclusion » (anciennement Handicap International) sur les droits des victimes et le désarmement, et de « Tall Australia » sur la législation et la mise en œuvre de l'assistance aux victimes. Il est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques (recherches sur la paix).



Panélistes :

Mao Bunnhath est Directeur du département d'assistance aux victimes de l'Autorité cambodgienne de déminage et d'assistance aux victimes (CMAA). Il est responsable de la coordination des activités d'assistance aux victimes avec l'ensemble des parties prenantes à travers le pays, de la collecte de données et des rapports. Mao Bunnhath a contribué à l'élaboration du plan stratégique du Cambodge pour les personnes en situation de handicap (2019-2023) et de la Stratégie nationale de lutte antimines (2018-2025). Il est titulaire d'une Maîtrise en gestion et administration des affaires et d'un baccalauréat en économie.



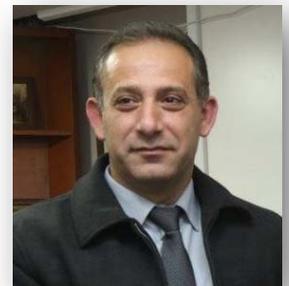
Abia Akran est une militante de renommée mondiale, qui lutte pour le droit des personnes en situation de handicap, notamment par son travail sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes en situation de handicap. Elle dirige également « United Nations Women for Disabilities » en Asie-Pacifique, a fondé le programme spécial d'échange de talents et préside le Partenariat Mondial de l'UNICEF pour les enfants handicapés.

Dr Jean François Trani examine l'intersection de la santé mentale, de l'invalidité, de la vulnérabilité et de la pauvreté en mettant l'accent sur des recherches sur le terrain qui éclairent la conception des politiques et des services destinés aux personnes vivant dans des États fragiles touchés par un conflit et des pays à faible revenu. Il s'agit notamment de l'Afghanistan, de l'Inde, du Népal, de la Sierra Leone, de la Somalie et du Soudan, du Maroc et de la Tunisie. Le professeur Trani est membre du centre de recherche sur la prévention et du laboratoire de conception de systèmes sociaux de la Brown School. Il est titulaire d'un doctorat en démographie et en études de population.



Sheree Bailey est une experte bien connue des droits des personnes handicapées et de l'assistance aux victimes de Brisbane, en Australie, qui a travaillé pendant plus de 15 ans avec et pour les survivants de mines et autres personnes souffrant de handicap, dont cinq ans en tant que spécialiste de l'assistance aux victimes auprès du secrétariat technique de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (Uni d'appui à l'application de la Convention). À ce titre, Sheree Bailey a fourni des conseils stratégiques aux autorités gouvernementales des États touchés en ce qui concerne la mise en œuvre de l'assistance aux victimes.

Rami Al-Dibs est le Directeur du département des statistiques sanitaires du Bureau central des statistiques de Palestine. Sa spécialité comprend les statistiques relatives à la mère, l'enfant et le handicap. De plus, Rami Al-Dibs gère et mène des enquêtes sur les handicaps liés à la santé et aux ménages et, à ce titre, est considéré comme l'un des meilleurs experts de la région arabe. Il est également l'auteur de nombreux rapports déjà publiés et l'un des représentants du prestigieux Washington Group (WG).



Hussein I. Ahmed est chef de projet du programme de gestion des risques liés aux explosifs du programme des Nations Unies pour l'action antimines des Nations Unies (UNMAS) en Somalie. Il préside également la zone de responsabilité de l'action antimines du groupe de protection en Somalie. En 2018, avec la « Somalie Mine Action Authority », Hussein Ahmed a réalisé la première évaluation de la situation de l'assistance aux victimes. À ce jour, il continue d'agir activement en Somalie, en contribuant notamment à l'élaboration d'un plan d'action national. Hussein Ahmed a travaillé dans l'action contre les mines en Somalie pendant plus d'une décennie, à divers titres.

11H00 – 12H30

3 Session parallèle Numéro 3**N'oublier personne : Améliorer l'intégration économique et sociale**

Après les soins médicaux et la réadaptation, il est essentiel de fournir aux survivants de mines un soutien leur permettant de réintégrer la société, notamment par le retour au milieu scolaire, la recherche d'un emploi ou l'acquisition de compétences nouvelles et adaptées. Cependant, l'intégration socio-économique des survivants de mines a été l'un des défis les plus importants dans les pays touchés. On a le sentiment qu'à moins que les économies nationales ne soient stimulées, les pays touchés par les mines continueront de lutter pour réussir dans cette voie.

Afin de mieux comprendre la complexité et la nécessité de renforcer l'intégration socio-économique et la nécessité de redoubler d'efforts à cet égard, les experts sont invités à examiner les questions suivantes :

1. *Compte tenu du manque de ressources dans de nombreux pays touchés par les mines, que peut-on faire pour accroître l'intégration socio-économique des survivants de mines et des personnes en situation de handicap ?*
2. *Comment créer une société d'intégration où toutes les personnes handicapées, y compris les survivants de mines, jouissent de tous leurs droits, sur un pied d'égalité avec les autres ?*
3. *Que pourrait-on mettre en place afin de ne pas délaisser les survivants de mines/les personnes en situation de handicap, tel que le préconise le Programme 2030 ?*
4. *Que pourrait-on faire pour atteindre les groupes les plus vulnérables, tels que les survivants de mines et les personnes en situation de handicap vivant dans des zones reculées ?*

Modérateur :**Elke Hottentot, Réduire la violence armée, Fédération Handicap International - Humanité et Intégration, Genève**

Elke Hottentot intervient dans le domaine du développement local et international et de l'action humanitaire depuis plus de 25 ans. Elle est spécialisée dans les domaines du handicap, de la réhabilitation de la communauté, du développement participatif et de la lutte antimines.

Elke Hottentot travaille avec « Humanity and Inclusion » en tant que responsable politique sur la violence armée, spécialisée dans l'assistance aux victimes. Physiothérapeute de formation titulaire d'une maîtrise en études de réadaptation communautaire et d'invalidité et enseignante de yoga certifiée.

**Panélistes :**

María Paz Larroulet Letelier est la Directrice adjointe du « National Disability Service » au Chili. Elle possède une vaste expérience dans le handicap, dans les secteurs public et privé. Entre 2010 et 2014, elle a été coordinatrice régionale de SENADIS. En 2015, avec d'autres partenaires, elle a fondé « Incluye 360 », une organisation à but non lucratif qui œuvre pour l'intégration sociale des personnes en situation de handicap. « Incluye 360 » utilise des stratégies innovantes qui impliquent un changement culturel sociétal. Maria Paz Larroulet est titulaire d'une maîtrise en gestion financière.





Stefan Tromel travaille comme spécialiste principal de l'invalidité auprès de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Genève. Il est chargé de la coordination du réseau mondial du BIT pour les entreprises et les personnes en situation de handicap. Auparavant, il dirigeait l'Alliance internationale et le Forum Européen des personnes souffrant de handicap. Stefan Trömel a joué un rôle actif dans le processus de négociation de la Convention relative aux droits des personnes en situation de handicap et participe régulièrement aux travaux de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.

Agnes Nampeera est le contact-clé de l'assistance aux victimes en Ouganda. Agnes intervient pour la réadaptation et coordination auprès du Ministère pour l'Égalité des sexes, de l'Enfance et du Développement social de l'Ouganda. Agnes Nampeera est titulaire d'une maîtrise en administration publique et gestion.



Wanda Muñoz est une experte de l'assistance aux victimes dotée de 15 ans d'expérience, spécialisée dans l'intégration socio-économique. Elle a travaillé sur de nombreux projets dans ce domaine en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Dernièrement, elle a contribué au développement du réseau des associations de survivants d'Amérique latine. Wanda Muñoz est également membre du Réseau de la sécurité humaine en Amérique latine (SEHLAC). Elle est titulaire d'une double maîtrise en affaires internationales/développement économique et politique.

Sandra Lorena Darce est une éminente avocate nicaraguayenne spécialisée dans les droits des personnes en situation de handicap. En plus d'être fondatrice et directrice de la Fédération des femmes handicapées du Nicaragua, Sandra Darce est enseignante, gérante d'entreprise et diplômée en droit. Sandra Darce travaille depuis plus de deux décennies avec les personnes en situation de handicap dans les domaines de l'éducation, du travail social, du renforcement des capacités et de la formation des cadres juridiques. Elle est également secrétaire générale du Réseau latino-américain d'organisations de personnes handicapées.



MERCREDI 11 SEPTEMBRE

11H00 – 12H30

4 Session parallèle Numéro 4

Réduire les décès et les accidents ; Améliorer l'intervention et la protection en situation d'urgence

Le nombre de blessures et de décès causés par les mines antipersonnel et les résidus explosifs de guerre se sont multipliés ces dernières années. Compte tenu de la gravité des blessures et des traumatismes causés, une première intervention efficace est essentielle si nous voulons augmenter les taux de survie. Une intervention d'urgence efficace peut sauver des vies et éviter des accidents, ainsi que garantir la sécurité des survivants et des personnes souffrant de handicap dans les situations à risque et lors d'urgences humanitaires. Les personnes en situation de handicap, y compris les survivants de mines, restent parmi les plus vulnérables en cas de catastrophe naturelle ou d'origine humaine.

Dans ce contexte, les experts sont invités à se poser les questions suivantes :

1. *Quelles améliorations faut-il apporter aux intervention d'urgence actuelles, y compris aux autres phases des soins pré-hospitaliers ?*
2. *Comment parvenir à appliquer l'article 11 de la Convention relative aux droits des personnes en situation de handicap « Situations de risque et urgences humanitaires » dans les pays touchés par les mines ?*
3. *Quelles sont les bonnes pratiques possibles pour assurer la sécurité des personnes en situation de handicap, y compris les survivants de mines, avant, pendant et après les épisodes-catastrophes ?*

Modérateur :

Dr Muhannad Alazzeah, Secrétaire Général, Haut Conseiller aux droits des personnes en situation de handicap de Jordanie

Dr. Alazzeah est titulaire d'un doctorat en droit pénal comparé et en bioéthique ainsi que d'un diplôme de gouvernance, politique publique et lutte contre la corruption. Il est également ancien sénateur au Sénat jordanien.

M. Muhannad Alazzeah a une vaste expérience des droits de l'homme internationaux et a travaillé avec diverses agences des Nations Unies et régionales.



Panélistes :

Velayuthan Sivagnanasothy est actuellement secrétaire au Ministère des Politiques nationales, des Affaires économiques, de la Réinstallation, de la Réhabilitation, du Développement de la province du Nord et des Affaires de la jeunesse du Sri Lanka. Il est également Directeur national du programme d'action antimines, qui couvre également la mise en œuvre des dispositions relatives à l'assistance aux victimes au Sri Lanka. En outre, il occupe le poste de secrétaire du groupe de travail présidentiel sur le développement des provinces du Nord et de l'Est. Velayuthan Sivagnanasothy a occupé différents postes de secrétaire au sein de divers Ministères.



Habib Khan Zazai est un vétéran de l'action contre les mines qui œuvre depuis 27 ans à la tête du Département d'assistance aux victimes du Centre de coordination de la lutte antimines en Afghanistan. À ce titre, il soutient le Ministère des affaires sociales en faveur des personnes en situation de handicap, en élaborant notamment une stratégie nationale en matière de handicap et d'aide aux victimes.

Christelle Loupforest possède plus de 20 ans d'expérience professionnelle au sein des Nations Unies dans les domaines des affaires politiques, des droits de l'homme, de la coordination humanitaire et de la lutte antimines. Elle a dirigé des équipes auprès du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF). Au Service de la lutte antimines des Nations Unies, Christelle Loupforest est responsable du bureau de Genève et coordonnatrice mondiale du domaine de responsabilité de la lutte antimines. Elle est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques.



Ingrid Leroy est la coordinatrice de l'unité technique pour le compte de « Humanity and Inclusion » en Jordanie. Elle est ergothérapeute de formation et a travaillé au sein de diverses cliniques au Royaume-Uni. Elle dispose d'une maîtrise en santé mondiale. Ingrid Leroy travaille avec « Humanity and Inclusion » sur la question de la crise en Syrie depuis 2014, apportant un soutien technique aux programmes de réhabilitation et d'intégration, notamment pour les activités d'urgence pour les personnes blessées et traumatisées, ainsi que pour l'assistance aux victimes de mines et aux populations vulnérables.

Alex Munyambabazi est un soldat de profession, un conseiller de pairs et un défenseur des droits des personnes handicapées par le biais du réseau d'auto-assistance pour amputés, en Ouganda, qu'il a fondé. La passion d'Alex Munyambabazi est d'apporter la guérison à des personnes qui ont vécu une expérience traumatisante par le partage. En tant que survivant des mines antipersonnel, il soutient d'autres personnes vivant avec un handicap, en particulier les personnes atteintes de perte de membre, grâce à une thérapie psychosociale, à une initiation aux sports adaptés comme le football pour amputés et le paranatation, et à la pose de prothèses. Titulaire d'un baccalauréat en sciences de laboratoire médical, il est actuellement titulaire d'une maîtrise en immunologie clinique et en microbiologie médicale.



MERCREDI 11 SEPTEMBRE
14H00 – 17H30

Comité Handisport National Jordanien

EMPLACEMENT : Sport City Area Al Riyadhah Street. Amman
CONTACT : Adnan Telfah, a.telfah@ncdr.org.jo

La Fédération jordanienne des handisports a été créée en 1981 à l'occasion de l'Année Internationale en faveur des personnes souffrant de handicap, conformément à la philosophie et à la Constitution jordanienne en matière de construction et de progrès. La Fédération a été présidée par Son Altesse Royale le Prince Raad bin Zaid.

La Fédération a pour objectif de donner aux personnes en situation de handicap un accès au sport, des programmes de formation et des cours avancés, ainsi que la possibilité de participer à des sports, des compétitions et des tournois internationaux handisport.

Une démonstration sportive aura lieu pendant la visite.

* Pré-inscription requise.

Commission hachémite pour les soldats en situation de handicap

EMPLACEMENT : Emplacement : Al Madeneh Al Tebieh
CONTACT : Adnan Telfah, a.telfah@ncdr.org.jo

L'idée de créer une organisation en Jordanie pour fournir un soutien social et des services aux soldats handicapés a été proposée pour la première fois en 1996.

À ce moment-là, il était devenu évident que les soldats blessés du Royaume ne bénéficiaient pas des soins et de l'attention qu'ils méritaient et qu'il y régnait un manque général de compréhension de l'ampleur du problème. Après de longues délibérations, Sa Majesté le regretté roi Hussein bin Talal, a ordonné la création de la « Société hachémite des soldats blessés » et a fourni à l'organisation le financement initial nécessaire à sa création.

* Pré-inscription requise.

Centre de soutien et de réadaptation Sir Bobby Charlton / Centre de thérapie Asie / Formation pour le développement en Asie « ADT »

EMPLACEMENT : Wasfi Al Tal Gardenz St – Alnaser
Complex Building No. 85 – 2nd Fl.

Le travail au Centre Sir Bobby Charlton est mené par « Asia Development Training », tandis que les activités sont soutenues par la Fondation Sir Bobby Charlton (anciennement « Find A Better Way »). Le centre est la plaque tournante reliant à d'autres secteurs déterminants, telles que la fourniture de prothèses. Ce programme est financé par le Centre Polus et le Bureau des affaires politico-militaires du département d'État des États-Unis.

Le travail de « Asia Development Training » (ADT) est guidé par un objectif principal : « Nous nous efforçons de créer des opportunités pour les personnes en situation de handicap de mener une vie riche et productive au sein de leurs communautés respectives. » ADT offre des services de réadaptation, des traitements médicaux et prothétiques, des traitements spéciaux et des cours de formation. La Fondation Sir Bobby Charlton s'attache à fournir des fonds aux organisations locales travaillant avec les victimes des conflits.

* Pré-inscription requise.

MERCREDI 11 SEPTEMBRE

19H00

Réception du Président de la Convention organisée par l'ambassadeur Tone Allers, Ambassade royale de Norvège
Emplacement : Résidence de l'Ambassadeur de Norvège, emplacement : No. 21 Abdul Majeed al-Adwan Street, Abdoun

La Norvège, en tant que présidente de la Convention et de la Conférence d'Oslo pour un monde sans mines, accueille les délégués à Amman. Le transport vers et depuis le lieu de célébration est fourni ; veuillez vous référer à l'invitation pour plus de détails.

JEUDI 12 SEPTEMBRE

08H30 – 08H45

5 Voix d'intégration

08H50 – 09H30

6 Rapport relatif à la session plénière de sessions parallèles 3 et 4

Les modérateurs présentent, lors de la session plénière, de brefs rapports relatifs aux deux sessions parallèles, et répondent aux questions des participants :

- Elke Hottentot
- Dr Muhannad Alazzeh



L'Autorité cambodgienne pour le déminage et l'assistance aux victimes (CMAA) a organisé un atelier national sur l'aide aux victimes à Siem Reap, avec l'appui technique du PNUD au Cambodge et le soutien technique de l'Unité. L'objectif était de passer en revue le plan de mise en œuvre de l'Association des victimes de la violence 2018-2020 et de trouver des moyens d'améliorer la coordination nationale entre les acteurs de l'assistance aux victimes et des droits des personnes souffrant de handicap. Afin de renforcer la coordination, les participants à l'atelier ont recommandé que le Ministère de la Santé soit inclus dans le groupe technique d'assistance aux victimes, qui fonctionne sous la direction de la CMAA.

09H30 – 11H00**7 Session plénière Numéro 3****Amélioration de la réhabilitation des pays touchés par les mines**

Les personnes survivant aux mines souffrent souvent de graves déficiences, y compris d'amputations, qui nécessitent un soutien en réadaptation physique et fonctionnelle tout au long de leur vie. La réadaptation se situe au centre des efforts d'assistance aux victimes, afin de répondre au mieux aux besoins de ces individus. Les soins de santé, y compris la rééducation, dans la plupart des pays touchés par les mines, sont toutefois souvent perturbés par des conflits et limités au niveau des ressources. Les États sont confrontés à de graves difficultés pour fournir des services de réadaptation durables aux personnes handicapées, y compris les survivants de mines.

Cette session cherche à explorer et à recommander des solutions créatives, stratégiques et réalistes pour surmonter les défis de la réadaptation physique et fonctionnelle. Les experts sont invités à examiner les questions suivantes :

1. *Quels sont les principaux obstacles à la prestation de services de rééducation dans les pays touchés par les mines et comment peuvent-ils être surmontés ?*
2. *Comment les besoins en rééducation des personnes handicapées, y compris les survivants de mines, peuvent-ils être satisfaits au mieux par le biais de cadres de développement plus larges, tels que les ODD ?*
3. *Quels sont les avantages et les inconvénients des technologies d'assistance avancées par rapport aux anciennes technologies dans les pays touchés par les mines ?*
4. *Existe-t-il des possibilités jusqu'ici inexploitées susceptibles de rendre la prestation de services de rééducation plus efficace ?*
5. *Comment améliorer les partenariats afin de renforcer les efforts de réhabilitation des personnes handicapées, y compris des survivants de mines dans les pays touchés ?*

Modérateur :

Dr Maryam Mallick, Conseillère technique, Prévention des incapacités, de la réadaptation et des blessures, Organisation mondiale de la santé (OMS)

Le Dr Mallick est un professionnel de la santé publique et un spécialiste en réadaptation médicale, ayant obtenu son diplôme auprès du Royal College of Physicians de Londres. Elle a joué un rôle déterminant dans les efforts visant à améliorer l'accès aux technologies d'assistance aux niveaux mondial, régional et national et dans l'adoption d'une résolution régionale et mondiale sur les technologies d'assistance par l'Assemblée mondiale de la santé en mai 2018.

Maryam Mallick est également une pionnière dans la mise en place de l'Initiative de réhabilitation de la polio au Pakistan, au Yémen et en Afghanistan pour les enfants touchés par la poliomyélite et dans la mise en place d'un programme de réadaptation à base communautaire après le tremblement de terre de 2005. Elle a également été félicitée pour avoir formulé le premier projet de loi sur les personnes handicapées au Pakistan et élaboré le Plan d'action stratégique national pour les personnes handicapées et la réinsertion sociale 2019-2024.



Panélistes :

Myriam Ernestina Céspedes Castillo, est conseillère auprès du Ministère de défense en faveur des personnes en situation de handicap de Colombie et conseillère auprès du Conseil présidentiel pour la participation des personnes handicapées. Elle est également coordinatrice du groupe pour l'intégration des individus souffrant de handicap. Myriam Céspedes possède une vaste expérience en coordination institutionnelle pour la conception et la mise en œuvre de politiques publiques sociales dans le cadre du système national pour les personnes handicapées et du Conseil national pour les personnes handicapées en Colombie.



Marc Zlot est coordonnateur du programme de réadaptation physique du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève. Il supervise les activités de réadaptation physique de l'organisation dans le monde entier. Le CICR est l'un des principaux réseaux d'aide destinés aux survivants de mines et autres personnes en situation de handicap dans les pays touchés par les mines. Le CICR est également observateur de la Convention et de ses comités de coordination et d'assistance aux victimes.

Dr Firas Tamween Abdulla Onaizah travaille à la Direction des Opérations Médicales et des Services Spécialisés du Département de la Réadaptation du Ministère iraquien de la santé. Le Docteur Onaizah est également spécialisé dans la rééducation.





Kirsten (Kiki) L. Lentz travaille depuis plus de 20 ans dans le domaine de l'action humanitaire contre les mines (HMA), de l'assistance aux victimes et aux survivants (AV) et des personnes handicapées, dans une myriade de situations socio-politiques, de conflits et économiques complexes. Détenir un diplôme et une licence de praticien en physiothérapie et une maîtrise en santé publique, avec une concentration en santé internationale, santé communautaire et développement, droits de la personne et situations médicales complexes, a permis à Mme Lentz de combiner un ensemble de compétences unique pour répondre aux besoins des personnes handicapées et des victimes et survivants d'un conflit dans le cadre des systèmes d'inclusion sociale, de développement inclusif du handicap et des systèmes d'éducation, de santé et de réadaptation.

Kamel Sa'adi est le fondateur de Life Line pour le conseil et la réhabilitation (LLCR), un organisme jordanien à but non lucratif, qui travaille depuis près de deux décennies dans des projets de sensibilisation aux mines et d'aide aux victimes. En 1979, après avoir perdu sa jambe gauche à la suite d'une explosion de mine, Kamel s'est consacré à aider les autres dans des situations similaires et est devenu membre du mouvement mondial pour l'interdiction des mines. Kamel Sa'adi assure, par l'intermédiaire du LLCR, un soutien en matière de réadaptation physique aux victimes des mines et autres restes explosifs des victimes de guerre en Syrie et en Jordanie. Il est titulaire d'un diplôme en prothèses et orthèses de Pittsburgh, aux États-Unis.



MARDI 12 SEPTEMBRE

11H30 – 13H00

8 Session parallèle Numéro 5

Mesurer l'impact ; l'assistance et les droits peuvent-ils être mesurés ?

L'assistance aux victimes en tant que question transversale est souvent associée à divers domaines tels que le handicap, la santé, le développement, la réduction de la pauvreté, les droits de l'homme, l'éducation, le travail et la protection, entre autres. Bien que les données soient indispensables pour orienter la prise de décision dans le cadre des politiques nationales, mesurer l'impact ainsi que les lacunes et les problèmes de mise en œuvre dans tous les domaines peut être un processus complexe et fastidieux pour les donateurs et les fournisseurs de services. Les données peuvent montrer où nous en sommes, ce qui ne va pas et comment l'allocation des ressources a été efficace pour répondre aux besoins et aux droits des survivants des mines et, par extension, de toutes les personnes handicapées. L'absence de base rend toutefois la mesure de l'impact presque impossible.

Dans le but d'explorer les moyens d'améliorer la mesurabilité dans l'assistance aux victimes, y compris dans des cadres plus larges du handicap, cette session tentera de répondre aux questions suivantes par le biais de présentations d'experts et du travail en petits groupes.

- 1. Que faut-il pour mettre en place des mécanismes fonctionnels dans les pays en développement, pour suivre en permanence les progrès, identifier et résoudre les problèmes d'assistance aux victimes ?*
- 2. Quels sont les outils disponibles pour aider les États à mesurer l'impact ?*
- 3. Comment pouvons-nous mesurer les progrès accomplis pour atteindre les objectifs d'assistance aux victimes et réaliser des progrès démontrables au cours des cinq prochaines*

Co-moderateurs :

Jaime Chissano (Mozambique), Président du Comité de la Convention relative à l'Assistance aux Victimes

Jaime Chissano est ministre plénipotentiaire à la Mission permanente et à l'ambassade de la République du Mozambique à Genève et président du Comité de l'assistance aux victimes de la Convention.

Auparavant, il était chef du département des unions africaines à la direction Afrique et Moyen-Orient du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération du Mozambique. Ses précédentes affectations incluent Luanda, Angola; Stockholm, Suède; et Addis-Abeba, Éthiopie. M. Chissano est titulaire d'une maîtrise des universités d'Addis-Abeba et de Genève.



Murielle Marchand (Belgique), Membre principal du Comité de la Convention relative à l'assistance aux Victimes

Murielle Marchand est chargée des questions de désarmement à la Représentation permanente de la Belgique auprès des Nations Unies à Genève. Auparavant, elle était en poste à New York et à Stockholm et travaillait dans des camps de réfugiés au Liban. Murielle Marchand est membre du Comité sur l'assistance aux victimes depuis 2016 et en a présidé le comité en 2018. Elle possède une expérience en droit international des droits de la personne et en aide humanitaire internationale..

Présentateurs (Experts)

Irena Mitro est responsable des politiques et des stratégies de protection sociale et de services intégrés du ministère de la Santé et de la Protection sociale de l'Albanie. Au cours de sa vie professionnelle, elle s'est concentrée sur les domaines de l'intégration sociale des personnes handicapées au sens de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, notamment en ce qui concerne la législation et la formulation de politiques en matière d'inclusion et d'accessibilité et le Plan d'action national 2016-2020. Personnes handicapées. Irena Mitro a également participé à des groupes ministériels sur les services sociaux intégrés et surveillé l'accès aux services.



Loren Persi est le coordonnateur de la recherche sur les victimes et l'assistance aux victimes de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions. Depuis 2004, il effectue des recherches avec l'Observateur sur l'assistance aux victimes. Loren Persi a précédemment travaillé comme consultant auprès de l'Académie de Genève sur l'enregistrement des pertes dans les conflits mondiaux, avec le PNUD sur le contrôle régional des armes légères, avec Humanity and Inclusion sur les droits des victimes et plaider pour le désarmement et avec Standing Tall Australia sur la législation et la mise en œuvre de l'assistance aux victimes. Il est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques (études sur la paix).

11H30 – 13H00**9 Session parallèle Numéro 6****Améliorer le soutien psychologique, tirer parti des avantages du soutien entre pairs**

Les personnes amputées endurent souvent des processus de récupération longs et douloureux à la suite d'une blessure traumatique, telle que celle provoquée par une mine ou un reste explosif de la guerre. Les survivants subissent souvent une perte de confiance en eux, d'anxiété et de peur. Par conséquent, le soutien psychologique (soutien professionnel de psychiatres et psychologues) et psychosocial (conseil entre pairs et autres formes de soutien social) est essentiel au succès de la réintégration sociale et économique. Cependant, les soutiens psychologiques et psychosociaux ne sont pas toujours disponibles.

Dans le but de mieux comprendre les soutiens psychologiques et psychosociaux et leur impact à long terme, les intervenants examineront les questions directrices suivantes :

1. Pourquoi est-ce un aspect aussi crucial de l'assistance aux victimes et pourquoi alors le manque d'attention ?
2. Quels sont les défis et les lacunes restants en matière de soutien psychologique / psychosocial qui devraient être abordés ?
3. Qui devrait prendre l'initiative de combler les lacunes à cet égard et pourquoi ?
4. En l'absence de ressources adéquates, que peuvent faire les États pour respecter les normes minimales en matière de soutien psychologique / psychosocial ?
5. Quels outils et ressources sont disponibles pour les décideurs et les praticiens du soutien psychologique / psychosocial ?
6. Pourquoi le soutien psychologique / psychosocial devrait-il être placé au centre des efforts d'assistance aux victimes ?

Modérateur :

Firoz Alizada, fonctionnaire chargé de l'appui à la mise en œuvre, Unité d'appui à la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, Genève

Firoz Alizada est un fonctionnaire d'appui à la mise en œuvre auprès du secrétariat technique de la Convention, le Groupe d'appui à la mise en œuvre à Genève. Son travail consiste notamment à aider les États parties à la Convention à appliquer les dispositions relatives à l'assistance aux victimes.

Il a travaillé pendant plus de 15 ans dans les domaines de l'assistance aux victimes / des droits des personnes handicapées et du désarmement humanitaire, notamment avec la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL), le Service de la lutte antimines des Nations Unies (UNMAS), l'Humanité et l'inclusion, le Comité international de la Croix-Rouge et les autorités locales. Réseaux de survivants en Afghanistan. Il est titulaire d'un Master en



Panélistes :



Sahar Mustafa est un expert en assistance aux victimes qui travaille actuellement au Centre d'action antimines au Soudan, qui est chargé de fournir une assistance aux victimes au Soudan.

Son expérience clinique inclut le travail de praticienne (infirmière); emploi qu'elle occupait avant de rejoindre le Centre d'action antimines. Sahar Mustafa est titulaire d'une maîtrise en sciences infirmières en obstétrique et gynécologie..

Sarah Harrison est conseillère technique en santé mentale et soutien psychosocial dans les situations d'urgence au Centre pour le soutien psychosocial de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (Centre IFRC PS). Elle est également coprésidente du groupe sur la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence du Comité permanent interorganisations (IASC MHPSS). Avant d'occuper ces fonctions, elle a travaillé pour International Medical Corps, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), ACT Alliance, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Action Aid International. Elle a plus de dix ans d'expérience dans la programmation de la santé mentale et du soutien psychosocial dans des contextes humanitaires ayant travaillé dans les Caraïbes (Haïti), en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient.



Wanda Muñoz est une experte de l'assistance aux victimes avec 15 ans d'expérience, spécialisé dans l'inclusion socio-économique. Elle a travaillé au niveau des projets et des politiques en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Dernièrement, elle a contribué au développement du réseau des associations de survivants d'Amérique latine. Mme Muñoz est également membre du réseau de la sécurité humaine en Amérique latine (SEHLAC). Elle est titulaire d'une double maîtrise en relations internationales / développement économique et politique.

Jesus Martinez est le co-fondateur du Réseau des survivantes et des personnes handicapées (Red de Sobrevivientes y Personas con Discapacidad). Sa fondation aide les victimes de violence armée et les personnes handicapées à se réinsérer dans la société en leur fournissant des compétences, une formation en matière de plaidoyer et un soutien physique et psychologique. Jesus Martinez était directeur du réseau des survivants des mines antipersonnel (Corps des survivants) en El Salvador et est un expert en soutien entre pairs.



Dr Ken Rutherford est directeur du Centre pour la stabilisation internationale et le relèvement et professeur de sciences politiques à la James Madison University. Il est également le cofondateur du Réseau des survivants des mines antipersonnel (LSN), qui a mis au point des techniques d'assistance aux victimes de guerre, fournissant à des milliers de personnes amputées un mentor et des membres artificiels. Ken Rutherford est également un défenseur de l'interdiction mondiale des mines antipersonnel et un chef de file renommé de la coalition récompensée par le prix Nobel de la paix, à l'origine de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et de la Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions.

JEUDI 12 SEPTEMBRE
12H30 – 14H00

Asie : Opportunités de collaboration

SALLE : ATRIUM
MODÉRATEUR : Velayuthn SIVAGNANASOTHY
Directeur, Centre d'Action contre les
Mines, Sri Lanka

Une invitation spéciale est adressée aux délégués d'États, aux organisations et aux particuliers souhaitant débattre des défis, des bonnes pratiques et désirant échanger des idées à propos des défis associés à la coopération régionale.

* Cette session se déroulera entièrement en anglais. Si vous voulez y assister et souhaitez bénéficier d'un interprétariat de l'anglais, veuillez contacter les organisateurs, afin de savoir si cette possibilité existe.

Europe : Opportunités de collaboration

SALLE : ATRIUM
MODÉRATEUR : Sasa Obradovic, Directeur,
Centre d'Action contre les Mines, Bosnie-
Herzégovine

Une invitation spéciale est adressée aux délégués d'États, aux organisations et aux particuliers souhaitant débattre des défis, des bonnes pratiques et désirant échanger des idées à propos des défis associés à la coopération régionale.

* Cette session se déroulera serbe, croate, bosniaque et anglais.

Afrique sub-saharienne : Opportunités de collaboration

SALLE : BOURJ AL HAMAM
MODÉRATEUR : Sheila Mweemba
Directeur, Convention on Cluster Munitions ISU

Une invitation spéciale est adressée aux délégués d'États, aux organisations et aux particuliers souhaitant débattre des défis, des bonnes pratiques et désirant échanger des idées à propos des défis associés à la coopération régionale.

* Cette session se déroulera en anglais et en français, avec service d'interprétariat.

Amérique Latine : Opportunités de collaboration

SALLE : ATRIUM
MODÉRATEUR : Martha Hurtado
Directrice, Centre d'Action contre les Mines,
Colombie

Une invitation spéciale est adressée aux délégués d'États, aux organisations et aux particuliers souhaitant débattre des défis, des bonnes pratiques et désirant échanger des idées à propos des défis associés à la coopération régionale.

* Cette session se déroulera exclusivement en espagnol. Si vous voulez y assister et souhaitez bénéficier d'un interprétariat de/vers l'espagnol, veuillez contacter les organisateurs, afin de savoir si cette possibilité existe.

Moyen-Orient et Afrique du Nord : Opportunités de collaboration

SALLE : BOURJ AL HAMAM
MODÉRATEUR : Mohammad Breikat
Directeur, NCDR, Jordanie

Une invitation spéciale est adressée aux délégués d'États, aux organisations et aux particuliers souhaitant débattre des défis, des bonnes pratiques et désirant échanger des idées à propos des défis associés à la coopération régionale.

* Cette session se déroulera entièrement en arabe. Si vous souhaitez y assister et désirez une interprétation de/vers l'arabe, veuillez contacter les organisateurs pour savoir si une telle demande est recevable.

14H30 – 15H15

10 Rapport relatif aux sessions parallèles Numéro 5 et 6

Les modérateurs présentent, lors de la session plénière, de brefs rapports relatifs aux deux sessions parallèles, et répondent aux questions des participants :

- Jaime Chissano et Murielle Marchand
- Firoz Alizada

15H15 – 16H45

11 Session plénière Numéro 4

Coopération et assistance ; Encouragement de partenariats

L'aide aux victimes est appuyée par le biais de la coopération et de l'assistance humanitaires internationales dans le domaine de la lutte antimines, ainsi que par le biais de secteurs internationaux et nationaux tels que les droits de l'homme, le handicap, la santé, la réduction de la pauvreté, le développement, les droits de l'homme, etc. Pourtant, les États parties à la Convention qui comptent un nombre important de survivants de mines antipersonnel signalent en permanence que le manque de ressources entrave les efforts visant à satisfaire les droits et les besoins des victimes de mines.

Dans le but de rechercher des solutions à la question des ressources en assistance aux victimes, les participants à cette session sont invités à examiner les questions suivantes :

1. *Suivons-nous la bonne approche pour sécuriser les ressources pour l'assistance aux victimes ?*
2. *Que peuvent faire les États touchés par les mines et les REG pour inclure l'assistance aux victimes dans d'autres sources de financement telles que la santé, le développement et la réduction de la pauvreté ?*
3. *Quelles actions concrètes suggèreriez-vous aux États parties pour générer un soutien pour la mise en œuvre des aspects du plan d'action d'Oslo relatifs à l'assistance aux victimes ?*
4. *Qui devrait financer l'assistance aux victimes et pourquoi ?*

Modérateur :

Juan Carlos Ruan

Director, Implementation Support Unit (ISU)

Anti-Personnel Mine Ban Convention

En qualité de directeur du secrétariat technique de la Convention, Juan Carlos Ruan prodigue des conseils stratégiques et organise des réunions d'information ainsi que des sessions de communications, ainsi que d'autres services aux États parties.

Juan Carlos Ruan est également responsable du développement technique des réunions de la Convention (officielles et non officielle) et de la logistique des réunions, lorsque celles-ci se tiennent à l'étranger. Il est également



Panélistes :

Ingrid Schøyen est conseillère principale auprès du Ministère des Affaires étrangères de la Norvège. Son portefeuille couvre le désarmement humanitaire, les questions de protection et l'action mondiale contre les mines, y compris la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et de la Convention sur les armes à sous-munitions. Elle est responsable du soutien financier à la lutte antimines dans 20 pays. Ingrid Schøyen est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et relations internationales.



Lily Pinguz Vergara est directrice de l'Institut national de réadaptation du Pérou « Dra. Adriana Rebaza Flores » (INR) à Lima, un projet de coopération des gouvernements du Pérou et du Japon, qui fournit des services depuis près de cinq décennies. L'Institut est un centre hautement spécialisé relevant du Ministère de la santé. Il s'occupe des aspects techniques de la réadaptation et fournit des services aux personnes handicapées. Lily Pinguz est chirurgienne de l'Université nationale de San Marcos et spécialisée en réadaptation. Elle est titulaire d'une maîtrise en administration des services de santé de l'Université nationale Federico Villarreal.

Diogoyo Sene est le chef du département d'assistance aux victimes du Centre d'action antimines du Sénégal (CNMAS) et le point focal national pour l'assistance aux victimes. Diogoyo Sene supervise la planification, la coordination et l'évaluation des activités d'assistance aux victimes au Sénégal. Il est titulaire d'un baccalauréat en travail social et de deux maîtrises en gestion de projet et politiques publiques et développement.



Frank Meeussen est responsable de la maîtrise des armes classiques à la division du contrôle du désarmement, de la non-prolifération et des exportations d'armes du Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Il est président suppléant du groupe de travail du Conseil sur le contrôle des exportations d'armes (COARM). Entre 2008 et 2016, Frank Meeussen a travaillé pour la Direction du contrôle des armements du ministère belge des Affaires étrangères. Auparavant, il avait travaillé pour la sécurité internationale, la prévention des conflits, le contrôle des armements et les droits de l'homme au cabinet d'un vice-premier ministre du gouvernement fédéral belge (1999-2003), ainsi que pour la société civile, notamment Pax Christi et Amnesty International. Il a étudié à Anvers et à Strasbourg et est titulaire d'une maîtrise en relations internationales.

María Soledad Cisternas Reyes est l'Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les personnes handicapées et l'accessibilité. Maria Soledad Cisternas Reyes était auparavant Présidente du Comité pour les droits des personnes handicapées (CDPH). Maria Soledad Cisternas est également lauréate du Prix national des droits de l'homme (2014-2015). Elle est directrice de plusieurs projets juridiques et interdisciplinaires et auteur de diverses publications. L'envoyé spécial est originaire du Chili.





Oksana Leshchenko occupe actuellement le poste de spécialiste des politiques de développement et de déminage au sein du Bureau de crise du Programme des Nations Unies pour le développement. À ce titre, elle collabore à la formulation de conseils stratégiques et à l'appui aux programmes afin de relier l'action antimines au développement, à la réalisation des objectifs de développement durable, à la consolidation de la paix et à la réconciliation, ainsi qu'à la gouvernance. Elle a joué un rôle crucial dans la préparation du Cadre stratégique pour le développement et la lutte antimines du PNUD (2016). Oksana est un spécialiste du développement qui travaille depuis plus de 18 ans au sein du Bureau de la gestion des crises du PNUD, du Bureau de l'appui aux politiques et des programmes et du Bureau régional pour l'Europe et la CEI (dans les bureaux de pays et au siège).

Catherine Gillet est directeur du programme régional Humanité et Inclusion du Sénégal, de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert. Elle a plus de trois décennies d'expérience de travail pour diverses organisations internationales et non gouvernementales, y compris plus de deux décennies avec HI en tant que directrice de programme dans divers pays. Catherine Gillet coordonne la préparation et la mise en œuvre de projets de développement ou d'urgence dans le cadre du programme, notamment de projets liés à la réduction de la violence armée (assistance aux victimes et déminage). Elle est actuellement basée à Dakar où elle coordonne la mise en œuvre de huit projets au Sénégal (y compris le déminage en Casamance), en Guinée Bissau et au Cap Vert.





JEUDI 12 SEPTEMBRE

16H45 – 17H30

12 12 Quels partenariats dans la perspective d'Oslo et au-delà ?

SAR le Prince Mired ben Ra'ad ben Zeid

Président du Conseil, Comité National Jordanien pour le déminage et la réhabilitation
Son Altesse Royale Prince Mired ben Ra'ad de Jordanie

Son Altesse Royale est impliquée dans les travaux de la Convention depuis plus de quinze ans. Il a présidé le 8PSP au bord des rives de la mer Morte en 2007 et est envoyé spécial depuis 2009. Le Prince Mired est également profondément impliqué dans les questions touchant aux droits des personnes handicapées. Il est président du conseil d'administration du Comité national jordanien pour le déminage et la réhabilitation ; le président de la Commission hachémite pour les soldats handicapés ; et le président du Conseil supérieur des droits des personnes handicapées.



Ingrid Schøyen

Conseiller principal au Ministère des affaires étrangères de la Norvège
Présidence de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel

Le portefeuille d'Ingrid Schøyen couvre le désarmement humanitaire, les questions de protection et la lutte antimines au niveau mondial, y compris l'application de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et de la Convention sur les armes à sous-munitions. Elle est responsable du soutien financier à la lutte antimines dans 20 pays. Elle est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et relations internationales.

Jaime Chissano

Ministre plénipotentiaire, Mission permanente de la République du Mozambique auprès de l'ONU
Président de la Commission de l'assistance aux victimes de la Convention

Jaime Chissano est ministre plénipotentiaire à la Mission permanente et à l'ambassade de la République du Mozambique à Genève et président du Comité de l'assistance aux victimes de la Convention. Auparavant, il était chef du département des unions africaines à la direction Afrique et Moyen-Orient du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération du Mozambique. Ses précédentes affectations incluent Luanda, Angola; Stockholm, Suède; et Addis-Abeba, Éthiopie. Il est diplômé des universités d'Addis-Abeba et de Genève.



13 témoignages d'intégration de jeunes survivants : 3.0 et le pouvoir de l'influence

Selma Guso est né pour capter l'attention. Son diplôme en communication et son activité de journaliste le prouvent bien. Elle se souvient d'être une jeune enfant insouciante comme beaucoup d'autres. Un jour, à l'âge de 10 ans, elle et son cousin se sont promenés à travers la forêt lors d'une excursion amusante, ignorant qu'un reste explosif de la guerre qui l'avait déchirée était endormi en Bosnie-Herzégovine. Sa vie n'a jamais été la même.

Jeune adolescente citadine, elle fait face à des regards et à une incompréhension. Pourtant, personne ne pouvait l'arrêter à la piscine. Elle est devenue membre du premier club de natation pour personnes handicapées SPID dans son pays d'origine. Lors des compétitions, Selma a remporté le 50m et le 100m brasse lors de diverses compétitions, dont le Championnat de Croatie de natation. Selma utilise maintenant ses compétences pour apporter une nouvelle perspective à la vie des jeunes survivants, apparaissant souvent dans des bulletins de nouvelles, prenant la parole dans des forums d'action contre les mines et plus chère à son cœur, aux enfants, sur le risque de mines qui jonchent la litière. Bosnie-Herzégovine.



Holmes Fabian Ordoñez Guapando a grandi dans une région déchirée par la guerre en Colombie, où lui et ses sept frères et sœurs ont travaillé comme petits agriculteurs après la mort subite de son père, alors qu'il n'était qu'un petit enfant. Un diplôme après avoir obtenu son diplôme, Fabian, rentré chez lui, a été mis en pratique ce qu'il avait appris à l'étranger, un marché sur une mine. Sa vie en été totalement bouleversée. Un mois après avoir obtenu son diplôme, Fabian, rentré chez lui prêt à mettre en pratique ce qu'il avait appris loin de chez lui, a marché sur une mine, ce qui a complètement bouleversé sa vie.

Soutenu par sa famille et armé de sa foi, il a réussi à surmonter cette épreuve et a, par la suite, croisé le chemin d'autres individus au destin similaire. Un soutien bien nécessaire. Bientôt, Holmes a réalisé qu'avec un réseau bien fourni, il pourrait entrer en contact et apporter son aide à de nombreuses autres personnes touchées par la perte d'un être cher et le deuil. Au cours de ce processus, il a appris à interagir avec divers échelons gouvernementaux et a pu rencontrer le Président colombien (et le lauréat du prix Nobel de la paix). Fabian a également appris une leçon importante : celle du pouvoir de la presse et des médias sociaux, sur lesquels il est très actif.





- 18 septembre 2019** **Vingt-et-unième anniversaire de l'Adoption de la Convention**
Deuxième rencontre préparatoire à la Quatrième Conférence d'Oslo, Genève
- 25-29 novembre** **Conférence d'Oslo relative à l'abolition des mines dans le monde**
- 3 décembre** **Journée internationale des Personnes en Situation de Handicap**
- 3-4 décembre** **Vingt-deuxième anniversaire de la signature de la Convention**



- *Février** **Cinquième Conférence internationale des donateurs pour la mise en œuvre de la Convention**
- 1 mars** **Vingt-et-unième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention**
- 30 avril** **Date limite à laquelle les États parties doivent soumettre des rapports sur la transparence au titre de l'article 7 couvrant l'année civile 2019**
- *Mai ou juin** **Rencontres intersessions 2019, Geneva**
- 18 septembre** **Vingt-troisième anniversaire de l'adoption de la Convention**
- *Novembre-décembre** **Dix-huitième rencontre des États parties**
- 3 décembre** **Journée internationale des Personnes en Situation de Handicap**
- 3-4 décembre** **Vingt-troisième anniversaire de la signature de la Convention**

** Soumis à approbation.*



Salutations du dialogue national entre les parties prenantes de Bosnie-Herzégovine, tenu en octobre à Sarajevo, organisé par le BHMAC et parrainé par l'Union Européenne.

CETTE PUBLICATION A ÉTÉ PRÉPARÉE PAR
L'UNITÉ D'APPUI À L'APPLICATION DE LA CONVENTION EN FAVEUR DE L'INTERDICTION DES
MINES ANTI-PERSONNEL
MERCİ AU SOUTIEN FOURNI PAR L'UNION EUROPÉENNE

L'Unité d'appui à l'application de la Convention (ISU) est le secrétariat technique de la Convention de 1997 sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. L'Unité est chargée d'appuyer les États parties à la Convention, notamment en procédant comme suit :

- Fournir un appui à tous les États parties en apportant un soutien aux mécanismes de mise en œuvre de la Convention et aux titulaires de charge,
- Fournir un appui aux différents États parties, notamment en fournissant des conseils et un appui technique sur la mise en œuvre et l'universalisation,
- Communiquer et fournir des informations sur la Convention
- Tenue de registres des réunions formelles et informelles tenues dans le cadre de la Convention ; et,
- Assurer la liaison et la coordination avec les organisations internationales compétentes participant aux travaux de la Convention.

L'Unité est directement responsable devant les États parties lorsqu'elle est hébergée par le Centre international de déminage humanitaire de Genève. L'Unité est financée sur une base volontaire par les États parties à la Convention.

Anti-Personnel Mine Ban Convention

Ending the Suffering and Casualties Caused by Anti-Personnel Mines



www.apminebanconvention.org
isu@apminebanconvention.org



Retrouvez-nous :



[Facebook.com/AntiPersonnelMineBanConvention](https://www.facebook.com/AntiPersonnelMineBanConvention)



[Flickr.com/photos/APMineBanConvention](https://www.flickr.com/photos/APMineBanConvention)



[@MineBanTreaty](https://twitter.com/MineBanTreaty)



[@MineBanTreaty](https://www.instagram.com/MineBanTreaty)

Unité d'appui à l'application de la Convention en faveur de l'interdiction des mines anti-personnel

Chemin Eugène-Rigot 2C

P.O. Box 1300 1211

Geneva 1 Switzerland

Tél. : +41 (0)22 730 93 11

Fax. : +41 (0)22 730 93 62

E isu@apminebanconvention.org

www.apminebanconvention.org